



Pour mieux comprendre les enjeux et imaginer les choix possibles, le Cercle Prospective a bâti deux scénarios pour l'agriculture française à l'horizon 2010. Un exercice rendu nécessaire par l'imminence de rendez vous cruciaux pouvant amener à de profonds bouleversements.

Quel nouveau visage pour l'agriculture française ? En 2004, dix pays de l'Est vont officiellement entrer dans l'Union européenne. En 2005, les nouvelles négociations de l'Organisation mondiale du commerce modifieront les équilibres économiques du secteur. En 2006, la Politique agricole commune (PAC) sera révisée dans le cadre budgétaire pré-établi. Tous ces choix politiques vont avoir des répercussions sur les campagnes. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'agriculture vit en perpétuelle mutation. Pour répondre aux besoins d'une population croissante, elle a investi dans la mécanisation, l'augmentation nécessaire des rendements, l'amélioration des techniques agronomiques. Il y a eu un prix à payer. La population active agricole a fondu de plus de 25 % en 1955 à 3 % aujourd'hui. Il ne reste plus que 650 000 exploitations, dont bon nombre sont dirigées par des agriculteurs de plus de 50 ans qui n'ont pas tous de successeurs. Dans la même période, les liens avec le consommateur se sont distendus. La concentration de la population française dans les villes a affaibli, voire rompu, les rapports entretenus par les Français envers

leurs campagnes. Les circuits de distribution se sont concentrés. Les conditions de vie modernes ont favorisé l'émergence de produits transformés ou prêts à l'emploi. La production agricole brute passe désormais par des phases industrielles de plus en plus complexes. Les crises alimentaires des années 90 ont souligné cruellement ce fossé grandissant. La vache folle, les poulets à la dioxine, les épisodes de listérioses ont amené les citoyens à exiger encore plus de qualité et de savoir d'où vient ce qu'ils mangent. La production de masse est dénoncée par certains au profit des nourritures de terroir ou estampillées. Et les Français s'inquiètent de plus en plus des pollutions diffuses de nitrates ou autres dans les rivières et les nappes phréatiques de nombre de régions françaises. En 2006, la révision de la PAC va être l'occasion d'un choix crucial entre des modèles de production agricole difficilement conciliables entre eux. Va-t-on décider d'une libéralisation totale du secteur agricole ou bien tenter de dessiner d'autres modes de production, d'autres rôles destinés à maintenir la vie économique et sociale des zones rurales ? **Les acteurs du Cercle Prospective se sont arrêtés aux 2 scénarios proposés. Ils sont le fruit d'un travail méthodologique réputé et d'un apport d'expériences dans la connaissance d'un métier. Ils sont bien réels à moins que, d'ici peu, un vrai projet agricole ne voit le jour, proposant de nouvelles perspectives à la société.**



QU'EST CE QUE LE CERCLE PROSPECTIVE ?

Le « Cercle Prospective des filières agricoles et alimentaires » est né en 1995 à l'initiative de BASF. Pour ce leader de produits de protection des cultures, il s'agit de réfléchir et de tenter de comprendre, sans complaisances, les changements qui pourraient affecter le monde agricole et sa filière : distributeurs, fournisseurs, industrie agroalimentaire... Il existe peu de structure permettant à tous les acteurs de réfléchir ainsi à leur avenir en commun. Les représentants de la grande distribution et les associations de consommateurs ont été rapidement associés à ces travaux. Quatre à cinq fois dans l'année, des réunions de travail permettent d'engager un véritable travail collectif, d'échanger sur les analyses de chacun et de dégager une synthèse commune. Pour encadrer les débats engagés, ouverts et directs, les membres du Cercle ont choisi un thème par année. Ils ont abordé successivement :

- 1995-1996**
BASF l'avenir de la distribution agricole.
- 1997**
L'agriculture et l'environnement, horizon 2010. L'amont de la filière est interrogé dans le cadre de trois scénarios possibles.
- 1998**
Sécurité alimentaire, analyse des acteurs.
- 1999-2000**
Vers un référentiel de l'agriculture raisonnée.
- 2001-2002**
Quels agriculteurs pour quelles agricultures en 2010 en France ?

Les quarante membres ont ainsi progressivement échangé et construit ensemble la façon dont ils voient l'avenir. Les scénarios qui émergent aujourd'hui sont le fruit de cette réflexion collective.



Membres du Cercle Prospective des filières agricoles et alimentaires

Bartoli René Benoist Du Sablon Gérard	CHAMPAGNE CÉRÉALES ORGANISATION GÉNÉRALE DES CONSOMMATEURS DIJON CÉRÉALES CAVAC SOUFFLET AGRICULTURE COOPÉRATIVE DE BONNEVAL SCARA AUDECOOP VIVADOUR DANONE AUCHAN LA DAUPHINOISE CAC VALFRANCE TERRE DE FRANCE LA TOULOUSAIN DE CÉRÉALES CAC-Colmar GROUPE COOPÉRATIF OCCITAN UBC APPRO SICAPA AGRIDIS UNAAC/Ets LEPICARD GIE RHONALPAPPRO CAL COOPAGRI BRETAGNE TERRES DU SUD GÉNÉRALE FARINE FRANCE CHAMPAGNE CÉRÉALES FNA CAPSEINE NORIP CAPS IN VIVO VALFRANCE LA TOULOUSAIN DE CÉRÉALES COMPTOIR AGRICOLE HOCHFELDEN FORCE 5 CANA
Cinier Pierre Clerjaud Gilles Cormorèche Paul Couget Yves Debersac Claude Dubois Guillaume Dubois Hervé Dupré Jean-Yves Frisch Pierre Gatel Bernard Guillon Daniel Haquin Rémi Hue Jean-Baptiste Fohanno Jean-Marc Journe Michel Lamisse François Legendre Fernand Lelu Jean-Guy Lepicard Alain Lerouge Michel Locquet François Maillet Gérard Masson Yannick Merlhes Dominique Miseroux Joël Neuviale Pierre Pamart Luc Pepin Jean-Louis Peretti Alain Raynaud Bernard Renard Christian Saurat Jean Schuhler André Vandenabelle Vercruysse Didier	CNAM GERPA BASF BASF BASF BASF



LE CERCLE PROSPECTIVE DES FILIÈRES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Animé par le Cnam et BASF



Scénario 1 :

ET SI LE LIBÉRALISME AVEUGLE FAISAIT MOURIR LES CAMPAGNES...

Ça y est ! les pays agricoles les plus libéraux (Groupe de Cairns) ont imposé la suppression des barrières douanières. En France, la mesure s'avère vite une catastrophe.

Hiver 2010. Jean se gratte la tête, perplexe, désabusé. Pour la première fois de son existence, il contemple sa terre en se demandant si cette année, cela vaudra bien le coup de semer.

JEAN PENSAIT POURTANT ÊTRE ARMÉ POUR AFFRONTER LA CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ MONDIAL.

Depuis que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a imposé aux Etats l'arrêt des subventions à l'exportation et la disparition des barrières douanières protectrices, Jean vend ses céréales au cours mondial. Les tarifs sont extrêmement bas. Le prix du quintal ne couvre pas les frais de son exploitation. Ce cours mondial est en fait aligné sur le prix des quelques grands pays à très faible coût de production, ou résultat de prix d'écoulement de surplus de production sans relation avec les coûts de production.

La tempête vient du large !

Jean pensait pourtant être armé pour affronter la concurrence des grandes fermes couvrant des milliers d'hectares en Amérique Latine, en Afrique, en Asie du sud est et dans les pays de l'Europe de l'Est. 250 hectares d'un seul tenant en plein cœur de la Beauce, un sol riche, du matériel performant, les techniques agronomiques les plus en pointe, les meilleures semences et les traitements de protection fongicide et de désherbage les plus modernes techniquement devaient lui assurer la rentabilité. La mécanisation à outrance devait lui permettre de se passer de salarié et il avait tout fait pour diminuer ses charges d'exploitation. Certes les achats de terres représentent des investissements financiers lourds qui pèsent sur le compte d'exploitation. Mais avec de grands silos de stockage, Jean espérait bien éviter de vendre lorsque les cours sont au plus

bas. Il pensait avoir pensé à tout. Avec des rendements optima, l'exploitation devait bien vivre. Même les grandes exploitations souffrent. Jean n'a pas mis longtemps à se rendre compte qu'il a devant lui un véritable rouleau compresseur. Sur des milliers d'hectares, les exploitants des pays concurrents sèment les mêmes espèces sélectionnées à haut rendement, utilisent les machines les plus puissantes, et optimisent l'usage des engrais minéraux et des produits de protection des cultures. Les travailleurs agricoles font tourner de véritables usines à produire aux moindres coûts. Un ouvrier gagne moins de 1000 euros par an et produit à lui seul plus de 10 000 quintaux de céréales par an. La main d'œuvre coûte moins de 10 centimes d'euros par quintal et le prix de revient du blé est très inférieur à dix euros par quintal. La météo a été bonne en Beauce, mais elle a été aussi favorable dans de nombreuses régions du monde. Il y a partout du blé en abondance donc pas cher que l'on cherche en priorité à vendre sur les marchés les plus solvables. Jean ne peut pas lutter. Lors de la campagne précédente, sa récolte n'a pas trouvé preneur à son prix de revient. Il a fallu vendre à perte pour vider les silos. Depuis, les réunions à la Chambre d'Agriculture se succèdent. Les jeunes paysans parlent d'en revenir aux ancestrales jacqueries. Partout, les bombages maculent routes et murs : « on brade l'agriculture française ».

Europe sans frontières, Europe de misères

En quelques mois, la France se rend compte que même les 70 000 exploitations modernes les plus performantes ne résistent pas à une économie agricole totalement libéralisée. A la télévision, hier soir, Jean a vu des hommes politiques s'alarmer d'un phénomène tout récent : l'approvisionnement des Français dépend désormais à 70 % des producteurs extra européens. L'indépendance alimentaire, c'est fini : « la certitude que l'Etat fait tout son possible pour assurer à chacun, à tout moment, un accès à une nourriture suffisante en quantité et en qualité est l'un des fondements

du contrat social qui lie l'Etat aux Français. Or, ce contrat vient d'être déchiré » a tonné un député de l'opposition.

La mort des faibles !

Le paradoxe, c'est que la libéralisation des marchés n'aide en rien l'agriculture des pays en voie de développement. Les producteurs les moins performants sont vite balayés du marché pour laisser la place aux grands groupes. L'emploi et donc le développement économique est mis à mal dès le premier soubresaut du marché. Une période de haut prix, et voilà les consommateurs les plus pauvres affamés. Une baisse des cours, et ce sont les producteurs les plus faibles qui trinquent. Jean se demande s'il n'est pas trop tard. Depuis qu'il exploite cette ferme que son père lui a légué en 1979, il n'a cessé de se moderniser, de faire évoluer les rendements, de passer de l'état de paysan à celui d'entrepreneur. Et aujourd'hui, cette logique là se retourne contre lui ! Ses voisins font le même constat. Dans la Région, on se regarde du coin de l'œil pour savoir qui mangera l'autre. Il y en aura bien un, à un moment, qui aura suffisamment de terres pour vivre avec les prix mondiaux ! Les derniers chiffres de 2009 font état d'un fléchissement brutal du nombre d'exploitations avec un nombre important de « défaillances d'entreprises ». Le plancher des 300 000 exploitations à plein temps vient d'être enfoncé. Jean est donc désabusé ; il a envie de baisser les bras. Pour semer, il faudrait qu'il double la taille de ses terres, qu'il englobe la ferme de Pierre et qu'il pousse à la retraite Louis, qui a pourtant un petit fils au lycée agricole. Le Beauceron se demande s'il ne va pas voir l'inimaginable : sa riche terre de Beauce sans paysans !

LES EXPLOITATIONS DISPARAISSENT SI VITE QU'ON VOIT POINDRE UNE FRANCE SANS PAYSANS.



SCÉNARIO 2 :

Scénario 2 :

ET SI LA FRANCE DES JARDINS PRODUISAIT DES OUVRIERS DE LA NATURE...

En 2006, la Politique Agricole Commune a subordonné ses aides à des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Les prix à la production sont liés aux cours mondiaux, mais cette PAC « verte » compense le manque à gagner en subventionnant les travaux d'entretien de la nature.

Aujourd'hui, Jean « bosse pour les citadins ». C'est ce qu'il grommelle quand il replante des haies ou sème des bandes enherbées le long du ruisseau qui traverse son exploitation. Jean est encore très réticent face à ces travaux qui ne sont pas directement productifs. Lui, son métier, c'est de faire pousser du blé, pas d'enjoliver le paysage ou de laisser

et au début Jean lui-même profitaient des innovations agronomiques tels la qualité des semences, les apports en engrais et en produits de protection des cultures. Avec le développement des pollutions urbaines, cette évolution n'a pas été sans conséquence sur l'environnement. Les dégâts dus à la pollution des effluents se sont accrus, les nappes phréatiques exagérément sollicitées ont parfois sérieusement baissé en qualité et quantité. D'où de vives attaques contre l'agriculture intensive.

L'agriculture se raisonne

Tout cela, c'est fini ou presque. Jean, au nom de l'agriculture « durable » applique aujourd'hui les techniques de « fertilisation raisonnée ». Désormais, l'apport en engrais se fait au moment des semis quand la plante a le plus grand besoin d'apports minéraux. Les épandages de produits de protection des cultures, valorisés en produits de santé végétale, sont totalement optimisés. L'été, les besoins en eau du maïs sont calculés au plus juste. On mesure, on évalue, on soupèse pour que tout aille à la plante, et rien au ruisseau. C'est du travail en plus, mais Jean aime bien. Son travail gagne en précision.

PAC « verte »

Jean aurait définitivement adoptée la « PAC verte » s'il n'y avait ces travaux d'employés communaux. Même s'il en reconnaît l'utilité, il le vit comme une corvée obligatoire parce que son exploitation y trouve son équilibre financier. Jean a appris à la télévision que le marché mondial des céréales est particulièrement bas. Les pays en voie de développement combattent toujours ces subventions qui maintiennent à flot son exploitation. Mais les négociateurs s'acheminent petit à petit vers la création

de grandes zones d'échanges agricoles quasiment étanches. L'Afrique pourrait ainsi mettre ses paysans à l'abri des importations bradées de céréales qui réduisent à néant leurs efforts de production.

Des pruniers

Les états d'âme de Jean font se moquer le petit-fils de Louis, le voisin. Le gamin est encore au lycée agricole. Il devrait reprendre l'exploitation. Quand ils se rencontrent, il lui parle de la qualité de l'eau et de l'intérêt de replanter des haies. Il connaît même le nom des insectes rares à préserver. Le petit a des idées pleines la tête. Il va continuer le blé et le maïs, mais une partie du corps de ferme sera restaurée. Il va accueillir des touristes et des classes de petits Parisiens. Et il va replanter un verger. Des pruniers comme ceux d'autrefois qui faisaient la réputation de la région. C'est sa future femme qui s'occupera de ça. Jean hausse les épaules. Il garde dans sa tête l'idée que tout cela va se retourner : la population ne cesse de grandir pour atteindre en 2010 plus de sept milliards d'hommes. Plus du tiers souffrent encore de graves insuffisances alimentaires. Les 800 millions les plus sous alimentés appartiennent à la paysannerie pauvre. Jean garde l'espoir de revenir à sa fonction première de produire en quantité et qualité. En attendant, il se dit qu'il faut garder des paysans en France, qu'il faut savoir diversifier, proposer des « produits de la ferme » directement au consommateur, renouer les contacts avec le citadin. Ne plus faire un métier, mais plusieurs. L'important après tout, c'est que l'on continue à cultiver de grands champs de blés dorés.

PAR LE TOURISME ET LA VENTE DIRECTE, L'AGRICULTEUR REPREND CONTACT AVEC LE CITADIN

